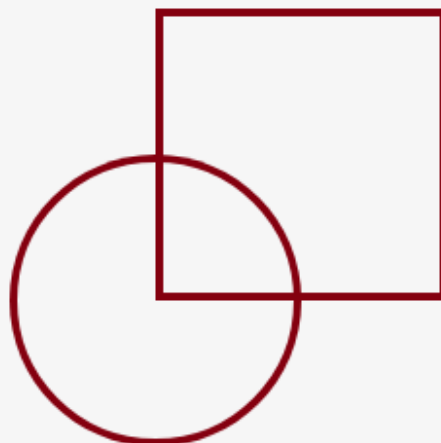


LES PAPIERS DE LA LIGNE FINE



LA LIGNE FINE

Institut

Recomposition des blocs géopolitiques

Série : Fondements Stratégiques

Auteurs : La Ligne Fine - institut
Date de publication : 5 mars 2026

Résumé exécutif

Le retour du vocabulaire des « blocs » traduit une réalité : les rapports internationaux sont de nouveau structurés par des considérations de sécurité, de dépendance technologique, de contrôle des chaînes d'approvisionnement et de rivalité politique qui conduisent les États à privilégier certains partenaires et à réduire leur exposition à d'autres. L'élargissement de l'OTAN, le rapprochement entre la Russie et la Chine, la coopération militaire de Moscou avec la Corée du Nord et l'Iran, l'élargissement des BRICS, la multiplication des restrictions commerciales liées à la sécurité nationale et la recherche européenne d'une plus grande autonomie stratégique confirment ce mouvement. Il serait toutefois erroné d'en déduire que le système international se réorganise simplement autour de deux ensembles comparables aux blocs occidental et soviétique de la guerre froide. La polarisation augmente sans produire pour autant deux coalitions fermées, homogènes et disciplinées.

La différence tient d'abord au niveau d'intégration des groupes concernés. L'OTAN constitue une alliance militaire institutionnalisée disposant d'engagements de défense collective, de structures permanentes, de procédures de planification et d'une longue pratique de l'interopérabilité. Elle compte aujourd'hui 32 membres. Son fonctionnement ne peut pas être assimilé à celui des BRICS, qui réunissent des puissances aux intérêts souvent différents et ne comportent ni clause de défense mutuelle ni structure militaire intégrée. Le gouvernement brésilien, qui assurait la présidence des BRICS en 2025, présentait explicitement l'organisation comme une plateforme de construction de coalitions et non comme un bloc de confrontation. La réunion élargie des ministres des Affaires étrangères d'avril 2025 réunissait onze membres et neuf pays invités ou partenaires, ce qui illustre à la fois l'élargissement du format et son caractère beaucoup plus souple que celui d'une alliance¹.

Cette distinction institutionnelle ne signifie pas que les regroupements non occidentaux soient politiquement insignifiants. Leur importance tient précisément à une fonction différente. Les BRICS offrent à des États qui ne partagent pas nécessairement une stratégie militaire commune un cadre permettant de coordonner certaines positions sur la gouvernance internationale, la représentation des économies émergentes, le financement du développement et, plus largement, la contestation d'un ordre international perçu comme trop fortement structuré par les institutions occidentales. L'intérêt du format ne suppose donc pas l'existence d'une politique étrangère commune. Il repose au contraire sur sa capacité à réunir des États qui souhaitent augmenter leur marge de manœuvre sans accepter les disciplines beaucoup plus fortes d'une alliance traditionnelle.

La relation entre la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord doit également être analysée avec précision. La coopération entre ces quatre États s'est renforcée, notamment dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. L'OTAN décrit en 2026 l'approfondissement du partenariat stratégique russo-chinois et l'augmentation de la coopération industrielle de défense de la Russie avec l'Iran et la Corée du Nord comme une source de préoccupation majeure. L'Alliance souligne parallèlement que la Corée du Nord a fourni un soutien direct à la Russie et que l'Iran a contribué à son effort de guerre².

Cette coopération est importante, mais elle ne forme pas pour autant l'équivalent institutionnel d'un bloc militaire intégré. Les relations bilatérales restent asymétriques, les priorités régionales divergent et aucune organisation commune ne coordonne leur défense comme l'OTAN coordonne une partie de celle de ses membres. La Chine entretient par ailleurs des

¹ BRICS. (2025). *BRICS foreign ministers reiterate need for changes in global governance*. BRICS Brazil. <https://brics.br/en/news/collabs/collaborative-communication/brics-foreign-ministers-reiterate-need-for-changes-in-global-governance>

² North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

relations économiques considérables avec l'Europe et les États-Unis, tandis que les intérêts russes, chinois, iraniens et nord-coréens ne sont pas identiques sur l'ensemble des dossiers internationaux. Parler d'un bloc autoritaire cohérent peut donc être politiquement commode, mais cette formulation tend à attribuer à cette coopération un niveau d'unité qu'elle ne possède pas nécessairement.

Le système international se caractérise plutôt par plusieurs niveaux d'alignement qui ne se superposent pas complètement. La sécurité militaire tend à produire les regroupements les plus contraignants. L'économie reste beaucoup plus imbriquée. Les technologies stratégiques font l'objet de politiques de restriction et de sécurisation plus fortes que le commerce ordinaire. L'énergie, les matières premières, les infrastructures, les paiements, la diplomatie et la gouvernance internationale donnent lieu à d'autres coalitions encore. Un État peut ainsi être étroitement lié à une puissance dans le domaine sécuritaire tout en diversifiant ses partenariats économiques, ou appartenir à un groupement politique sans s'aligner sur ses membres lors d'une crise militaire.

Les travaux du Fonds monétaire international confirment ce caractère partiel de la fragmentation. Une étude consacrée à l'évolution des liens mondiaux observe depuis l'invasion russe de l'Ukraine une réorientation des échanges commerciaux et des investissements selon des lignes géopolitiques. Elle conclut cependant que la fragmentation actuelle ne reproduit pas mécaniquement la séparation économique des premières années de la guerre froide. Les relations mondiales restent profondément interconnectées et les pays situés entre les principaux pôles peuvent même jouer un rôle d'intermédiaire dans les échanges³.

Cette nuance est fondamentale. La recomposition actuelle ne doit pas être confondue avec une démondialisation générale. Le FMI constatait déjà que, malgré des signes de fragmentation croissante des flux de commerce et d'investissement selon les proximités géopolitiques, le ratio mondial du commerce de biens au PIB n'indiquait pas encore une disparition de l'intégration économique à l'échelle agrégée. Ce sont d'abord les directions des flux, les secteurs jugés sensibles et les décisions d'investissement qui évoluent⁴.

La recomposition des blocs se manifeste donc moins par une séparation nette des économies que par une hiérarchisation politique des interdépendances. Les gouvernements distinguent progressivement les échanges ordinaires des dépendances qu'ils considèrent comme susceptibles d'être utilisées à des fins de coercition. Semi-conducteurs avancés, équipements de télécommunications, infrastructures numériques, énergie, minerais critiques, chaînes de production de défense ou certaines technologies duales font l'objet d'une attention particulière parce qu'une interruption de l'approvisionnement pourrait affecter directement la sécurité nationale. Dans ces domaines, la logique du coût minimal est de plus en plus complétée par des considérations de sécurité, de diversification et de contrôle politique.

L'Union européenne illustre clairement cette évolution. Les conclusions du Conseil européen des 18 et 19 juin 2026 relient explicitement compétitivité, autonomie stratégique, résilience, sécurité économique et réduction des dépendances stratégiques. Les dirigeants européens demandent parallèlement de préserver l'ouverture économique et d'améliorer le marché unique. L'objectif n'est donc pas la fermeture de l'économie européenne, mais la réduction de certaines vulnérabilités jugées incompatibles avec une autonomie politique suffisante⁵.

³ International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

⁴ Gopinath, G. (2024, May 7). *Geopolitics and its impact on global trade and the dollar*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/news/articles/2024/05/07/sp-geopolitics-impact-global-trade-and-dollar-gita-gopinath>

⁵ European Council. (2026, June 18–19). *European Council meeting, 18–19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2026/06/18-19/>

Cette démarche européenne révèle un autre aspect de la recomposition actuelle : les ensembles politiques ne se contentent pas de choisir entre alignement et non-alignement. Ils cherchent à modifier les conditions de leurs propres dépendances. L'Union demeure profondément intégrée à l'économie transatlantique, étroitement liée aux États-Unis dans le domaine militaire à travers l'OTAN, et simultanément engagée dans une politique de diversification destinée à limiter le risque qu'une relation extérieure unique devienne indispensable à son fonctionnement. Cette politique n'est donc ni une sortie de l'alliance occidentale ni une simple politique protectionniste. Elle correspond à la recherche d'une capacité plus grande à absorber les ruptures et à décider dans un environnement international moins prévisible.

Les États situés hors des principales alliances jouent un rôle central dans cette configuration. Inde, Brésil, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Indonésie, Afrique du Sud ou Turquie, selon les domaines considérés, cherchent rarement à subordonner l'ensemble de leur politique étrangère à une seule relation. Plusieurs d'entre eux entretiennent simultanément des relations économiques avec la Chine, des coopérations de défense avec les États-Unis ou des puissances européennes, des liens énergétiques avec la Russie ou le Golfe et une participation à des organisations telles que les BRICS ou le G20. Leur comportement n'est pas une anomalie provisoire dans l'attente d'un choix entre deux camps. Il correspond à une stratégie visant à tirer parti de la multiplicité des partenariats tout en évitant les coûts d'un alignement exclusif.

Cette marge de manœuvre n'est cependant pas illimitée. Plus la compétition entre grandes puissances s'intensifie, plus certains choix techniques ou économiques acquièrent une dimension politique. Utiliser une infrastructure numérique déterminée, acheter un système d'armes, adhérer à un régime de sanctions, choisir un fournisseur de semi-conducteurs ou accorder l'accès à un port peut progressivement enfermer un État dans un réseau de dépendances difficilement réversible. La pression à l'alignement varie donc selon les secteurs. Elle peut rester faible sur le commerce agricole tout en devenant forte dans le domaine militaire ou technologique.

La thèse de ce Papier est que **la recomposition des blocs géopolitiques est réelle, mais qu'elle produit un système d'alignements différenciés plutôt qu'un retour à deux blocs universels et étanches**. La sécurité militaire connaît une polarisation croissante et pousse les alliances constituées à se renforcer. Les relations économiques se fragmentent de manière plus sélective. Les coalitions du Sud global restent souples et centrées sur la recherche de marge de manœuvre. Les États capables de maintenir plusieurs relations extérieures conservent une autonomie importante, mais le coût de cette position augmente à mesure que les rivalités technologiques et sécuritaires se renforcent.

L'enjeu stratégique n'est donc pas simplement de savoir quels pays appartiennent à quel camp. Il est d'identifier, domaine par domaine, les niveaux d'engagement, les dépendances qui limitent réellement la liberté d'action et les situations dans lesquelles un partenariat souple peut se transformer en alignement contraignant. Une carte du monde divisée en deux couleurs fournit une représentation simple ; elle explique mal le fonctionnement du système actuel.

Problématique

L'idée d'un retour des blocs s'est imposée avec la dégradation des relations entre grandes puissances, la guerre en Ukraine, la rivalité sino-américaine et l'apparition de politiques économiques explicitement liées à la sécurité nationale. La comparaison avec la guerre froide

⁶ European Council. (2026, June 19). *European Council conclusions, 19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/media/r1rowt/b/en-20260619-european-council-conclusions.pdf>

est compréhensible parce qu'elle offre un cadre familier : d'un côté, un ensemble occidental organisé autour des États-Unis ; de l'autre, un groupe de puissances contestant l'ordre international dominé par l'Occident. Cette comparaison devient pourtant trompeuse lorsqu'elle cesse d'être une analogie partielle et prétend décrire précisément la structure du système contemporain.

La guerre froide reposait sur des éléments que l'on ne retrouve pas aujourd'hui avec la même intensité. Les deux principaux pôles disposaient d'alliances militaires structurées, d'un affrontement idéologique global et d'économies beaucoup moins intégrées entre elles que les principales puissances actuelles. Les États situés dans chaque ensemble étaient soumis à des niveaux variables de discipline, mais la polarisation stratégique déterminait largement leurs relations extérieures. L'environnement contemporain conserve des alliances et connaît une rivalité stratégique forte, mais les interdépendances économiques, technologiques et financières sont beaucoup plus profondes et les groupements politiques concurrents sont institutionnellement très différents.

L'OTAN en fournit l'exemple le plus évident. Ses 32 membres sont liés par le Traité de l'Atlantique Nord et disposent d'une organisation militaire intégrée, de commandements permanents, de standards communs et de procédures collectives de planification. L'article 5 crée une obligation politique de défense collective dont l'existence influence directement le calcul stratégique des membres et des adversaires⁷⁸.

Aucun équivalent direct n'existe du côté des BRICS. L'organisation ne repose pas sur une garantie militaire commune et rassemble des États qui entretiennent entre eux des différends importants. L'Inde et la Chine, par exemple, coopèrent dans le cadre des BRICS tout en restant des compétiteurs stratégiques en Asie. Le Brésil ne poursuit pas les mêmes intérêts de sécurité que la Russie ou l'Iran. L'élargissement du groupe augmente sa représentativité politique mais accroît également son hétérogénéité. Cette caractéristique n'est pas nécessairement une faiblesse : elle correspond à la fonction de l'organisation, qui consiste davantage à créer des possibilités de coopération entre puissances non occidentales ou émergentes qu'à leur imposer une politique étrangère commune.

L'erreur consiste donc à comparer des regroupements en fonction de leur visibilité diplomatique plutôt qu'en fonction de leur degré d'engagement. Une alliance militaire, une organisation économique, un forum politique et un partenariat stratégique ne produisent pas les mêmes contraintes. Leur influence sur le comportement des États dépend des engagements juridiques, des dépendances matérielles, des capacités institutionnelles et des coûts associés à une éventuelle rupture.

La relation russo-chinoise doit être examinée à partir de cette distinction. Le partenariat entre Pékin et Moscou s'est considérablement approfondi et l'OTAN considère désormais que cette évolution, associée à la coopération de défense de la Russie avec l'Iran et la Corée du Nord, modifie directement l'environnement de sécurité euro-atlantique⁹.

Cette convergence a plusieurs fondements. Moscou et Pékin contestent tous deux certains aspects de la primauté stratégique américaine, s'opposent à plusieurs politiques occidentales de sanctions ou de conditionnalité et ont intérêt à réduire leur vulnérabilité face aux instruments économiques et technologiques contrôlés par les puissances occidentales. La guerre en Ukraine a également augmenté la dépendance économique et industrielle de la Russie envers

⁷ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *NATO member countries*. NATO. <https://www.nato.int/en/about-us/organization/nato-member-countries>

⁸ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

⁹ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

la Chine, tandis que Pékin bénéficie d'une relation privilégiée avec un fournisseur important d'énergie et de matières premières.

Ces intérêts communs ne suppriment cependant pas les asymétries. L'économie chinoise est beaucoup plus importante et beaucoup plus diversifiée que l'économie russe. Pékin conserve des intérêts considérables dans le commerce avec l'Europe et d'autres économies développées. La Russie dépend davantage de la Chine que l'inverse, ce qui limite la pertinence d'une représentation dans laquelle les deux puissances constitueraient un tandem strictement égal. Les analyses publiées par l'OTAN en 2026 soulignent précisément cette asymétrie dans la relation économique et industrielle¹⁰.

La coopération russe avec la Corée du Nord et l'Iran répond encore à d'autres logiques. Elle fournit à Moscou des capacités, armements, munitions ou équipements utiles à son effort de guerre et offre aux partenaires concernés des bénéfices politiques, économiques ou technologiques. Ces relations peuvent devenir plus étroites sans former pour autant une architecture commune comparable à une alliance intégrée.

Cette différence de nature n'empêche pas les coopérations de produire des conséquences importantes. Une coalition informelle peut fournir des ressources suffisantes pour modifier la durée d'un conflit ou réduire l'efficacité de sanctions. L'erreur serait seulement de confondre coopération fonctionnelle et unité stratégique générale.

Le second problème est économique. Une véritable reconstitution de deux blocs supposerait une séparation croissante des échanges, des investissements, des systèmes financiers et des chaînes de production. Des signes de cette évolution sont visibles, mais ils restent partiels. Le FMI observe une fragmentation du commerce et des investissements selon les proximités géopolitiques depuis 2022, tout en soulignant que les relations économiques mondiales n'ont pas connu un découplage intégral¹¹.

La fragmentation concerne en priorité les secteurs dans lesquels les gouvernements considèrent que la dépendance peut devenir une vulnérabilité. La logique du « friend-shoring », de la diversification ou de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement ne vise pas nécessairement à rapatrier toute la production nationale. Elle cherche à éviter que certaines fonctions critiques reposent sur un fournisseur ou un pays susceptible de les interrompre à des fins politiques.

Ce raisonnement produit des réseaux économiques plus complexes que deux blocs. Une entreprise peut déplacer une partie de sa production depuis la Chine vers un autre pays asiatique sans revenir aux États-Unis ou en Europe. Un pays intermédiaire peut importer des composants d'un ensemble, les transformer et les exporter vers un autre. La fragmentation directe entre grandes puissances peut ainsi s'accompagner d'une augmentation du rôle de pays de connexion.

Le troisième problème concerne l'idéologie. La guerre froide mettait en concurrence deux modèles politiques et économiques revendiquant chacun une portée universelle. Les rivalités contemporaines comportent une dimension normative, mais elles ne reproduisent pas exactement cette confrontation. La Chine ne demande pas à l'ensemble de ses partenaires de reproduire son régime politique. Les BRICS réunissent des démocraties, des monarchies et des régimes autoritaires. Leur cohésion repose moins sur une doctrine politique commune que sur un ensemble de critiques de la distribution du pouvoir dans les institutions internationales et sur la recherche d'une autonomie accrue face à l'Occident.

¹⁰ Connolly, R. (2026, March 1). *Red Star Rising*. NATO Joint Analysis and Lessons Learned Centre. https://nlp.jallc.nato.int/iks/sharing%20public/20260301_u_report_richard_connolly_-_red_star_rising%5B1%5D.pdf

¹¹ International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

Cette souplesse explique l'attractivité du format auprès de pays qui ne souhaitent pas rompre avec les États-Unis ou l'Europe. Participer aux BRICS peut élargir les options diplomatiques sans imposer un alignement militaire sur la Russie ou la Chine. La présidence brésilienne insistait précisément en 2025 sur le caractère non confrontational du groupe¹².

Le quatrième problème porte sur les États intermédiaires. Dans une représentation bipolaire, leur politique est souvent décrite comme une hésitation entre deux camps. Cette lecture sous-estime la rationalité propre de leurs choix. Beaucoup cherchent délibérément à multiplier les partenariats afin de limiter la dépendance envers une seule grande puissance. Ils peuvent acheter des armes auprès d'un partenaire, attirer des investissements d'un autre et coordonner leurs positions diplomatiques avec un troisième.

Cette politique n'est pas une neutralité passive. Elle implique une capacité à maintenir plusieurs relations malgré les pressions contradictoires. Elle est d'autant plus efficace que l'État dispose d'un marché important, de ressources recherchées, d'une localisation stratégique ou de capacités politiques lui permettant de négocier.

La recomposition des blocs doit par conséquent être analysée à partir de la contrainte réelle exercée sur les choix des États. La question utile n'est pas seulement l'appartenance formelle à une organisation, mais la mesure dans laquelle un État peut prendre une décision contraire aux intérêts de ses principaux partenaires sans supporter un coût qu'il juge prohibitif. Cette approche permet de distinguer partenariat, dépendance et alignement.

Contexte structurel

La recomposition géopolitique actuelle résulte de plusieurs transformations qui se renforcent mutuellement : retour des conflits de haute intensité, montée de la rivalité sino-américaine, utilisation croissante des instruments économiques à des fins stratégiques, fragilisation de certaines institutions multilatérales et volonté de nombreux États de diversifier leurs relations extérieures. Aucun de ces phénomènes ne suffit isolément à reconstituer des blocs. Leur combinaison modifie cependant les incitations qui structuraient la période d'après-guerre froide.

Le retour de la sécurité comme déterminant économique

Pendant les décennies de mondialisation accélérée, la localisation des chaînes de production était largement organisée autour du coût, de la disponibilité des compétences, des infrastructures logistiques et de l'accès aux marchés. Les considérations géopolitiques n'étaient pas absentes, mais elles occupaient une place moins importante dans de nombreux secteurs commerciaux. Les crises récentes ont montré que certaines dépendances pouvaient acquérir rapidement une dimension politique. La pandémie a mis en évidence la concentration de plusieurs chaînes d'approvisionnement ; la guerre en Ukraine a montré le coût d'une forte dépendance énergétique ; la rivalité technologique sino-américaine a replacé les semi-conducteurs, les télécommunications et certaines technologies duales au centre des politiques de sécurité.

Le FMI utilise le concept de fragmentation géoéconomique pour décrire l'augmentation des politiques qui réorientent commerce, investissements, technologie et flux financiers en fonction d'objectifs de sécurité ou de politique étrangère. Ses travaux soulignent que les coûts potentiels d'une fragmentation complète seraient élevés et qu'ils pourraient affecter

¹² BRICS. (2025). *BRICS foreign ministers reiterate need for changes in global governance*. BRICS Brazil. <https://brics.br/en/news/collabs/collaborative-communication/brics-foreign-ministers-reiterate-need-for-changes-in-global-governance>

simultanément le commerce, les capitaux, la diffusion technologique et la fourniture de biens publics mondiaux¹³.

Cette évolution ne signifie pas que les gouvernements abandonnent la recherche d'efficacité économique. Ils cherchent plutôt à intégrer un prix politique du risque. Une chaîne de valeur moins coûteuse peut être considérée comme insuffisamment sûre si elle dépend d'un fournisseur unique situé dans un État avec lequel une crise est plausible. La politique économique incorpore donc des scénarios auparavant traités principalement par la défense ou la diplomatie.

La consolidation du bloc de sécurité euro-atlantique

La guerre en Ukraine a renforcé l'OTAN, non seulement parce qu'elle a replacé la défense territoriale au centre de ses missions mais aussi parce qu'elle a conduit la Finlande puis la Suède à rejoindre l'Alliance. Le nombre de membres est désormais de 32¹⁴.

Cette consolidation concerne également les dépenses, les capacités industrielles et la planification militaire. L'OTAN présente désormais explicitement son environnement comme caractérisé par une compétition stratégique intense, par le renforcement des capacités chinoises et par une coopération croissante entre la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord¹⁵.

Il existe donc bien un durcissement du bloc sécuritaire occidental. Ce durcissement ne signifie cependant pas que l'ensemble des politiques économiques ou diplomatiques des membres soit identique. Les Alliés continuent de diverger sur certaines relations commerciales, sur la Chine, sur la politique industrielle ou sur le niveau d'autonomie européenne souhaitable. L'alliance militaire impose des contraintes fortes dans le domaine de la défense collective sans produire une uniformité de politique étrangère.

Le rapprochement des puissances contestant l'ordre occidental

La Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord ont accru leur coopération, mais à partir de situations différentes. Moscou cherche des partenaires capables de soutenir son économie, son industrie de défense et son effort militaire malgré les sanctions occidentales. Pékin bénéficie d'une relation économique privilégiée avec la Russie et partage avec elle une opposition à plusieurs aspects de la politique américaine. L'Iran et la Corée du Nord disposent de leurs propres intérêts régionaux et recherchent des ressources, technologies, soutiens diplomatiques ou coopérations de sécurité.

L'OTAN décrit ce rapprochement comme une évolution stratégique significative. Son rapport annuel 2025 souligne que l'effort de guerre russe bénéficie du soutien de la Chine, de la Corée du Nord, de l'Iran et du Belarus¹⁶.

Il faut néanmoins conserver la distinction entre coordination et bloc. Aucun commandement commun n'organise ces relations. Aucun traité multilatéral ne garantit automatiquement leur assistance réciproque. Les divergences de puissance et d'intérêts restent importantes. La

¹³ International Monetary Fund. (2023, January 11). *Geo-economic fragmentation and the future of multilateralism*. IMF Staff Discussion Notes. <https://www.imf.org/en/publications/staff-discussion-notes/issues/2023/01/11/geo-economic-fragmentation-and-the-future-of-multilateralism-527266>

¹⁴ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *NATO member countries*. NATO. <https://www.nato.int/en/about-us/organization/nato-member-countries>

¹⁵ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

¹⁶ North Atlantic Treaty Organization. (2026). *The Secretary General's annual report 2025*. NATO. <https://www.nato.int/content/dam/nato/webready/documents/publications-and-reports/annual-reports/sgar25-en.pdf>

coopération peut donc s'approfondir dans certains domaines sans produire un ensemble politique homogène.

L'élargissement des coalitions du Sud global

Le développement des BRICS reflète une autre transformation. De nombreux États souhaitent davantage de représentation dans la gouvernance internationale et une diversification des instruments financiers, commerciaux et diplomatiques. L'élargissement du groupe augmente son poids démographique et économique, mais rend plus difficile la construction d'une position uniforme.

Cette contradiction n'annule pas l'intérêt de l'organisation. Un forum souple peut être précisément adapté à des États qui souhaitent coopérer sans abandonner leur autonomie. Le Brésil insistait en 2025 sur cette fonction de coalition plutôt que sur une logique de confrontation structurée¹⁷.

La progression de ces formats indique que l'influence occidentale est davantage contestée. Elle ne signifie pas automatiquement qu'une direction politique alternative unique soit en train de se constituer.

La recherche européenne d'autonomie stratégique

L'Union européenne occupe une position particulière. Elle appartient clairement au système politique occidental, ses États membres les plus importants sont membres de l'OTAN et sa sécurité reste profondément liée à la relation transatlantique. Elle cherche simultanément à réduire plusieurs dépendances économiques et technologiques afin d'augmenter sa capacité à décider dans un environnement plus conflictuel.

Le Conseil européen de juin 2026 lie explicitement compétitivité et autonomie stratégique et demande de poursuivre les efforts visant à réduire les dépendances dans les secteurs stratégiques¹⁸.

Cette démarche illustre la complexité de la recomposition actuelle. L'autonomie européenne ne suppose pas nécessairement une équidistance entre Washington et Pékin. Elle vise d'abord à réduire la possibilité qu'une dépendance économique, énergétique, technologique ou industrielle limite l'action européenne. Elle peut donc renforcer le pilier européen de l'ensemble occidental tout en diminuant certaines dépendances bilatérales.

Rapports de force

La recomposition des blocs ne se mesure pas uniquement au nombre d'États appartenant à chaque groupe. La qualité des engagements, les capacités économiques, l'accès aux technologies, la démographie, les ressources énergétiques et la cohésion politique déterminent la capacité d'un ensemble à agir collectivement. Un groupe très large mais faiblement intégré peut disposer d'un poids politique important sans pouvoir convertir ce poids en action commune pendant une crise. Une alliance plus restreinte peut obtenir davantage de cohérence si ses membres ont investi depuis plusieurs décennies dans des institutions communes.

¹⁷ BRICS. (2025). *BRICS foreign ministers reiterate need for changes in global governance*. BRICS Brazil. <https://brics.br/en/news/collabs/collaborative-communication/brics-foreign-ministers-reiterate-need-for-changes-in-global-governance>

¹⁸ European Council. (2026, June 18–19). *European Council meeting, 18–19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2026/06/18-19/>

Les États-Unis et le système d'alliances

L'un des principaux avantages structurels des États-Unis reste leur réseau d'alliances. L'OTAN constitue l'exemple le plus développé, mais Washington dispose également de partenariats et d'alliances importants dans l'Indo-Pacifique. Cette architecture permet de répartir les coûts, de disposer de bases, d'améliorer l'interopérabilité et de coordonner les réponses diplomatiques ou économiques.

La cohésion n'est jamais totale. Les alliés ont leurs propres intérêts et peuvent résister aux demandes américaines. Mais l'existence d'institutions, de procédures et d'habitudes de coopération fournit un niveau de prévisibilité supérieur à celui d'une coalition improvisée.

Le renforcement de la coopération entre l'OTAN et plusieurs partenaires de l'Indo-Pacifique traduit également l'évolution de la perception des menaces. Le secrétaire général de l'Alliance expliquait en mai 2026 que l'intensification de la coopération entre la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran poussait l'OTAN à renforcer ses relations avec des partenaires extérieurs à sa zone traditionnelle.

Cette évolution ne transforme pas l'OTAN en alliance mondiale. Elle montre cependant que les différentes rivalités régionales sont de moins en moins indépendantes les unes des autres.

La Chine et la recherche d'un environnement moins dominé par Washington

La Chine dispose d'une stratégie différente. Elle ne possède pas un réseau d'alliances comparable à celui des États-Unis, mais elle bénéficie d'un poids économique qui lui permet d'entretenir des relations profondes avec un très grand nombre de pays. Son influence passe par le commerce, les investissements, les infrastructures et l'importance de son marché autant que par les accords de sécurité.

Cette configuration produit une forme de pouvoir moins institutionnalisée. De nombreux États peuvent rechercher des investissements chinois sans accepter un alignement sur Pékin. Cette flexibilité élargit la portée économique chinoise mais limite la capacité de transformer automatiquement les relations commerciales en soutien politique lors de crises.

L'enjeu pour Pékin est donc différent de celui des États-Unis. Il s'agit moins de constituer une alliance militaire universelle que de réduire les possibilités d'isolement et d'élargir le nombre d'États ayant intérêt au maintien d'une relation constructive avec la Chine.

La Russie et la profondeur fournie par ses partenaires

La Russie a vu son accès direct à plusieurs marchés occidentaux fortement réduit après 2022. Sa capacité à maintenir son effort de guerre et certains échanges a donc accru l'importance de ses relations avec la Chine et d'autres partenaires.

Cette évolution modifie le rapport de force parce qu'elle réduit la capacité des sanctions occidentales à produire un isolement complet. Elle crée toutefois de nouvelles dépendances. La Russie peut réorienter certains échanges, mais souvent vers un nombre plus limité de partenaires disposant d'un pouvoir de négociation accru.

La coopération avec la Corée du Nord et l'Iran permet parallèlement d'obtenir des capacités militaires spécifiques. Elle démontre qu'un système de partenaires fonctionnels peut fournir une profondeur stratégique réelle même en l'absence d'alliance multilatérale formelle.

Les BRICS et la puissance du nombre

L'élargissement des BRICS augmente la capacité du groupe à revendiquer une représentation plus large du monde non occidental. Son influence repose sur le poids cumulé des membres et sur la possibilité de coordonner certaines positions.

Sa faiblesse provient de la diversité des intérêts. Les membres n'ont pas la même relation avec les États-Unis, la Chine, la Russie ou l'Union européenne. Ils ne partagent pas une politique commune de sécurité et peuvent être concurrents dans plusieurs régions.

La puissance des BRICS doit donc être comprise comme une capacité de coalition thématique. Sur des sujets tels que la réforme de la gouvernance économique internationale, le financement du développement ou la représentation des économies émergentes, les membres peuvent trouver des intérêts communs suffisants. Sur des crises militaires précises, leur cohésion est beaucoup moins garantie.

L'Union européenne entre alliance et autonomie

L'Union européenne représente une autre forme de puissance collective. Elle dispose d'une intégration économique très élevée, de politiques commerciales communes et d'une capacité réglementaire importante, mais la défense reste principalement nationale et articulée à l'OTAN pour la majorité des États membres.

La politique d'autonomie stratégique vise donc à utiliser le poids économique européen pour réduire les dépendances susceptibles d'avoir une conséquence politique ou militaire. Les dirigeants européens ont de nouveau fait de cette question une priorité en 2026, notamment à travers l'agenda « One Europe, One Market », la réduction des dépendances stratégiques et le renforcement industriel¹⁹.

L'Europe n'est donc pas située entre les blocs au sens diplomatique. Elle appartient clairement à l'ensemble occidental dans le domaine de la sécurité. La question est de savoir quelle autonomie elle peut conserver à l'intérieur de cet ensemble sur les politiques industrielles, commerciales, technologiques et diplomatiques.

Intérêts en présence

Les grandes puissances ont intérêt à consolider les relations qui réduisent leur vulnérabilité sans nécessairement transformer chaque partenaire en allié formel. Cette logique explique la multiplication de formats souples, d'accords sectoriels et de coalitions dont la composition varie selon les sujets.

Les États-Unis cherchent à maintenir la cohésion de leurs alliances, à empêcher qu'une puissance rivale domine les régions jugées stratégiques et à préserver leur avance dans certaines technologies. Leur réseau d'alliés constitue un avantage majeur mais suppose une consultation permanente, car les partenaires ne partagent pas automatiquement toutes les priorités américaines.

La Chine cherche à éviter la constitution d'une coalition de contournement suffisamment large pour limiter durablement son développement. Elle a donc intérêt à maintenir des relations économiques denses avec l'Europe, l'Asie, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine, y

¹⁹ Council of the European Union. (n.d.). *What the EU is doing to boost its competitiveness*. European Council & Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/what-the-eu-is-doing-to-boost-its-competitiveness/>

compris avec des États proches des États-Unis sur le plan sécuritaire. Cette stratégie complique la création de blocs économiques strictement séparés.

La Russie cherche à empêcher son isolement et à maintenir l'accès aux technologies, financements, marchés et armements dont elle a besoin. Son rapprochement avec Pékin, Téhéran et Pyongyang répond directement à cette contrainte.

L'Union européenne cherche à préserver l'alliance transatlantique tout en renforçant sa capacité d'action propre. Les conclusions européennes de 2026 sont particulièrement explicites sur le lien entre compétitivité, résilience, autonomie stratégique et réduction des dépendances²⁰.

Les puissances intermédiaires ont un intérêt différent : empêcher que la polarisation ne réduise trop fortement leurs options. La multiplication des partenariats leur permet de négocier de meilleures conditions économiques ou sécuritaires et de limiter la capacité d'une grande puissance à exercer seule une pression.

Cette stratégie devient toutefois plus difficile lorsque les domaines se connectent. Un achat de matériel militaire crée des besoins de maintenance, de formation, de munitions et parfois de partage d'informations qui engagent un État pour plusieurs décennies. Le choix d'une infrastructure numérique peut créer des dépendances techniques similaires. Les décisions apparemment sectorielles peuvent donc produire progressivement un alignement plus large.

Les entreprises ont également leurs propres intérêts. Elles cherchent la stabilité, l'accès aux marchés et la réduction des coûts. Les politiques de fragmentation peuvent entrer en contradiction avec ces objectifs lorsqu'elles imposent une duplication des chaînes d'approvisionnement ou l'abandon de marchés rentables. Le rapport de force géopolitique se traduit ainsi par une négociation permanente entre impératifs publics de sécurité et logique économique privée.

Dynamiques d'évolution

La première dynamique est le durcissement des blocs de sécurité. L'OTAN a renforcé sa posture, élargi son nombre de membres et replacé la défense collective au centre de ses priorités. Parallèlement, la coopération entre la Russie et plusieurs partenaires asiatiques ou moyen-orientaux contribue à relier davantage les théâtres européen et indo-pacifique. Cette tendance devrait se poursuivre tant que la guerre en Ukraine, la rivalité sino-américaine et les tensions régionales resteront élevées.

La deuxième dynamique est une fragmentation économique sélective. Les travaux du FMI indiquent déjà un redéploiement de certains échanges et investissements selon les proximités géopolitiques, sans disparition générale du commerce mondial²¹.

Les technologies stratégiques devraient rester le secteur le plus exposé à cette évolution. Les gouvernements chercheront davantage à contrôler les exportations, sécuriser les chaînes de production et localiser certaines capacités chez eux ou auprès de partenaires jugés fiables.

La troisième dynamique concerne la montée du rôle des pays intermédiaires. Plus les relations directes entre grandes puissances sont contraintes, plus les États capables de maintenir des relations avec plusieurs ensembles peuvent devenir des plateformes de commerce,

²⁰ European Council. (2026, June 19). *European Council conclusions, 19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/media/r1rowtfb/en-20260619-european-council-conclusions.pdf>

²¹ International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

d'investissement ou de diplomatie. Cette position leur donne un pouvoir de négociation accru mais les expose également à davantage de pressions.

La quatrième dynamique porte sur les BRICS et les formats comparables. Leur élargissement devrait renforcer leur visibilité, mais il accroîtra également leur hétérogénéité. Leur efficacité dépendra donc moins de leur capacité à adopter une politique extérieure commune que de leur aptitude à produire des coopérations concrètes sur quelques dossiers où les intérêts convergent réellement.

La cinquième dynamique est européenne. La recherche d'autonomie stratégique devrait continuer à se concentrer sur l'industrie de défense, l'énergie, les technologies, les infrastructures et les matières premières critiques. Le Conseil européen de juin 2026 a encore placé la réduction des dépendances au centre de l'agenda de compétitivité²².

Le succès de cette politique dépendra de la capacité des États membres à accepter les coûts associés à une diversification des fournisseurs et à une politique industrielle plus active. L'autonomie ne peut pas être obtenue uniquement par des déclarations : elle suppose des investissements, des capacités de production et parfois l'acceptation de solutions plus coûteuses.

Scénarios prospectifs

Une bipolarisation progressive mais incomplète

Dans ce scénario, la rivalité entre les États-Unis et la Chine devient suffisamment structurante pour pousser progressivement la majorité des États à privilégier l'un des deux ensembles dans les domaines les plus sensibles. Les alliances militaires se renforcent, les restrictions technologiques augmentent et les chaînes d'approvisionnement se réorganisent davantage selon les affinités politiques.

Une telle évolution ne conduirait probablement pas à une séparation économique aussi complète que pendant la guerre froide. Les coûts seraient trop élevés et de nombreux pays chercheraient à conserver des échanges avec les deux ensembles. La bipolarité serait donc principalement technologique et sécuritaire, tandis qu'une partie du commerce ordinaire resterait mondialisée.

Des blocs de sécurité durs dans une économie encore multipolaire

Ce scénario paraît plus compatible avec les tendances actuelles. Les alliances militaires deviennent plus structurantes, mais les relations commerciales restent fortement diversifiées. L'OTAN consolide son rôle, la Russie approfondit ses coopérations avec la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, tandis que des puissances intermédiaires continuent à utiliser plusieurs partenariats.

Les États accepteraient alors une logique d'alignement dans les domaines directement liés à la défense tout en essayant de préserver davantage de liberté économique. Les tensions seraient importantes lors des crises, mais elles ne suffiraient pas à reconstruire deux ensembles fermés.

Une fragmentation en plusieurs pôles régionaux

²² European Council. (2026, June 18–19). *European Council meeting, 18–19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/european-council/2026/06/18-19/>

Un troisième scénario verrait l'affaiblissement relatif de la capacité américaine et chinoise à structurer seules le système. L'Europe chercherait davantage d'autonomie, l'Inde renforcerait son rôle indépendant, les puissances du Golfe poursuivraient leurs stratégies de diversification et plusieurs régions développeraient leurs propres architectures de coopération.

Le monde deviendrait alors plus multipolaire mais pas nécessairement plus stable. La multiplication des centres de décision augmenterait le nombre de combinaisons possibles et rendrait plus complexe la construction de coalitions lors des crises.

Une crise majeure imposant des choix d'alignement

Une confrontation militaire directe ou une crise économique majeure entre les États-Unis et la Chine pourrait accélérer brutalement la recomposition. Les gouvernements seraient alors soumis à des demandes précises concernant sanctions, accès aux infrastructures, contrôle des exportations ou soutien diplomatique.

Les États ayant jusque-là réussi à maintenir plusieurs partenariats pourraient être contraints de choisir sur certains dossiers. Ce scénario montre que le non-alignement contemporain dépend en partie de l'absence de confrontation directe entre les principaux pôles.

Recommandations

La première recommandation consiste à abandonner les représentations binaires trop générales dans l'analyse stratégique. Classer les États comme appartenant à un « bloc occidental » ou à un « bloc sino-russe » peut être utile pour décrire certains alignements militaires, mais devient trompeur lorsque cette classification est appliquée automatiquement au commerce, à l'énergie, à la diplomatie ou à la technologie. Les décideurs doivent distinguer les domaines et mesurer la profondeur réelle des engagements.

La deuxième recommandation est de cartographier les dépendances plutôt que les seules affiliations institutionnelles. Une adhésion à une organisation ne signifie pas nécessairement une dépendance forte ; inversement, une chaîne d'approvisionnement ou une infrastructure technologique peut limiter la liberté d'action d'un État sans aucun traité politique. Les secteurs critiques doivent donc être analysés selon la substituabilité des fournisseurs, le délai nécessaire pour changer de partenaire et le coût d'une rupture.

La troisième recommandation est d'identifier les puissances intermédiaires comme des acteurs autonomes plutôt que comme des membres incomplets d'un camp. Inde, Brésil, Indonésie, puissances du Golfe ou Afrique du Sud disposent de stratégies propres et peuvent modifier l'équilibre d'une coalition selon le sujet. Les relations avec ces États doivent être construites sur des intérêts concrets plutôt que sur l'hypothèse qu'ils accepteront progressivement un alignement général.

La quatrième recommandation concerne l'Europe. L'Union doit poursuivre la réduction de ses dépendances les plus problématiques sans chercher une autonomie intégrale qui serait économiquement coûteuse et politiquement peu réaliste. Les conclusions du Conseil européen de juin 2026 vont dans cette direction en reliant ouverture économique, compétitivité et réduction des dépendances stratégiques²³.

La cinquième recommandation est d'intégrer les pays intermédiaires aux politiques de diversification. Remplacer une dépendance envers une puissance par une dépendance identique envers une autre ne produit pas de résilience. La diversification doit répartir les

²³ European Council. (2026, June 19). *European Council conclusions, 19 June 2026*. Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/media/r1rowtbf/en-20260619-european-council-conclusions.pdf>

risques entre plusieurs partenaires et, lorsque cela est possible, développer une capacité interne minimale.

La sixième recommandation concerne les alliances militaires. L'OTAN doit continuer à améliorer sa cohésion face à la coopération croissante entre la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord sans transformer automatiquement chaque rivalité régionale en obligation militaire globale. La force d'une alliance tient aussi à la précision de ses engagements. Étendre excessivement les attentes peut fragiliser le consensus qui soutient les missions centrales.

La septième recommandation est de ne pas sous-estimer les coûts de la fragmentation. Le FMI souligne régulièrement que la séparation des économies peut réduire la croissance, limiter les investissements et ralentir la diffusion des technologies. Le *World Economic Outlook* d'avril 2026 continue d'identifier une fragmentation géopolitique plus profonde parmi les principaux risques pour l'économie mondiale²⁴.

La huitième recommandation consiste à maintenir des institutions multilatérales fonctionnelles même lorsque les rivalités augmentent. Les puissances concurrentes continueront à partager des intérêts sur la stabilité financière, le commerce, le climat, la santé ou la sécurité maritime. L'affaiblissement complet de ces espaces de coopération rendrait les crises plus coûteuses sans nécessairement améliorer la sécurité.

Implications stratégiques

La recomposition des blocs géopolitiques confirme que la période d'après-guerre froide, au cours de laquelle les interdépendances économiques étaient souvent considérées comme suffisamment fortes pour limiter durablement les rivalités entre grandes puissances, est terminée. Les gouvernements réintroduisent explicitement des considérations de sécurité dans leurs choix économiques et technologiques, tandis que les alliances militaires retrouvent une place plus importante dans la planification nationale. Cette évolution est durable parce qu'elle ne dépend pas d'un seul conflit. Elle résulte d'une réévaluation générale de la vulnérabilité associée aux dépendances extérieures.

Il serait néanmoins incorrect d'en conclure que le monde s'organise déjà autour de deux ensembles comparables à ceux de la guerre froide. Plusieurs caractéristiques du système actuel rendent cette évolution beaucoup moins linéaire. Les économies restent étroitement interconnectées, les coalitions non occidentales sont institutionnellement hétérogènes et de nombreuses puissances intermédiaires disposent d'une capacité réelle à entretenir plusieurs partenariats simultanément.

Les données du FMI vont précisément dans ce sens. Les échanges et les investissements montrent des signes de réorientation selon les relations géopolitiques, mais la fragmentation reste incomplète et plusieurs pays jouent un rôle de connexion entre les principaux ensembles²⁵.

La première implication est donc méthodologique : les cartes binaires du système international perdent une partie de leur valeur analytique. Elles peuvent indiquer l'appartenance à une alliance militaire, mais elles ne permettent pas d'anticiper automatiquement les choix économiques, diplomatiques ou technologiques d'un État.

²⁴ International Monetary Fund. (2026, April 14). *World economic outlook, April 2026*. International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/publications/weo/issues/2026/04/14/world-economic-outlook-april-2026>

²⁵ International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

La deuxième implication concerne la nature de l'autonomie. Dans un système de dépendances croisées, aucun grand acteur ne peut supprimer l'ensemble de ses relations extérieures sans supporter un coût considérable. L'objectif des politiques de souveraineté ou d'autonomie stratégique n'est donc généralement pas l'indépendance complète. Il consiste à réduire les dépendances pour lesquelles aucune solution alternative ne serait disponible en cas de crise. Cette approche explique la politique européenne actuelle. L'Union cherche à renforcer sa compétitivité, son industrie et sa capacité technologique tout en restant ouverte aux échanges²⁶.

La troisième implication concerne les puissances intermédiaires. Leur importance devrait augmenter à mesure que les grands pôles cherchent à élargir leurs coalitions. Un État capable d'offrir des ressources, un marché, une position géographique ou des capacités diplomatiques particulières peut obtenir des concessions de plusieurs partenaires sans s'aligner entièrement sur aucun.

Cette situation ne garantit pas leur autonomie. Une crise majeure peut réduire brutalement les possibilités de compromis. Mais tant que la compétition reste inférieure au seuil d'une confrontation directe entre les grands pôles, le système offre un espace significatif pour les stratégies de diversification.

La quatrième implication est que la fragmentation n'est pas nécessairement uniforme. Les secteurs militaires et technologiques seront probablement beaucoup plus polarisés que le commerce de biens ordinaires. Les gouvernements accepteront difficilement une dépendance envers un rival pour un composant considéré comme indispensable à leurs capacités militaires, alors qu'ils pourront maintenir des échanges importants sur des produits sans implication directe de sécurité. Il faut donc s'attendre à une mondialisation plus sélective plutôt qu'à sa disparition. Les flux économiques continueront, mais leur géographie sera davantage influencée par la sécurité.

La cinquième implication concerne les organisations internationales. Les BRICS devraient gagner en influence sans nécessairement devenir une alliance. Leur souplesse constitue probablement l'une des conditions de leur attractivité. Plus ils s'élargissent, plus une politique extérieure commune devient difficile ; mais plus ils peuvent servir de cadre de coordination pour des États souhaitant réduire la centralité occidentale dans certaines institutions.

Cette évolution oblige les puissances occidentales à distinguer contestation institutionnelle et hostilité stratégique. Considérer automatiquement tout renforcement des BRICS comme une extension d'un bloc adverse risquerait de pousser des États intermédiaires vers une logique de confrontation qu'ils ne recherchent pas nécessairement.

La sixième implication concerne le rapprochement entre la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Il ne doit ni être minimisé ni être décrit comme une alliance équivalente à l'OTAN. Ces relations fournissent déjà des bénéfices concrets à leurs participants et peuvent modifier un rapport de force militaire. L'OTAN considère leur approfondissement comme l'une des évolutions majeures de son environnement stratégique en 2026²⁷.

Leur degré d'intégration reste toutefois inférieur à celui d'une alliance institutionnalisée. Cette différence doit influencer les politiques occidentales. Une stratégie qui traiterait ces quatre États comme une unité parfaite pourrait négliger leurs divergences et contribuer à renforcer artificiellement leur cohésion.

²⁶ Council of the European Union. (n.d.). *What the EU is doing to boost its competitiveness*. European Council & Council of the European Union. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/what-the-eu-is-doing-to-boost-its-competitiveness/>

²⁷ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

La septième implication est que les dépendances économiques peuvent devenir des instruments de puissance. Les sanctions, restrictions d'exportation, contrôles technologiques et politiques de sécurisation des chaînes d'approvisionnement sont désormais intégrés à la compétition géopolitique. Cette évolution augmente le coût politique des relations économiques concentrées et pousse les États à rechercher plusieurs fournisseurs.

La huitième implication concerne la France. Sa stratégie doit tenir compte simultanément de son appartenance au bloc sécuritaire occidental, de sa participation à la construction européenne et de son intérêt à conserver des relations avec des puissances intermédiaires qui ne souhaitent pas s'aligner entièrement sur Washington ou Pékin. Une diplomatie efficace doit pouvoir distinguer les partenaires selon les dossiers et éviter de projeter sur chaque relation bilatérale une logique de blocs trop rigide.

La France dispose sur ce point d'un intérêt particulier à la consolidation de l'autonomie européenne. Une Europe davantage capable de produire, financer et protéger certaines capacités stratégiques réduit la dépendance collective sans remettre en cause l'alliance transatlantique. Elle augmente également la crédibilité européenne auprès des États qui cherchent à diversifier leurs partenariats.

La neuvième implication porte sur la stabilité du système. Un monde composé de deux blocs rigides peut produire une certaine lisibilité des engagements, même s'il reste extrêmement dangereux. Un système d'alignements variables offre davantage de flexibilité mais aussi davantage d'incertitude. Les États peuvent mal évaluer le soutien qu'un partenaire apportera pendant une crise ou supposer qu'un pays restera neutre alors que ses dépendances l'obligent à prendre position.

La multiplication des formats de coopération rend donc l'analyse des engagements plus importante. Les gouvernements doivent distinguer les déclarations diplomatiques des capacités réellement mobilisables, et les partenariats économiques des garanties de sécurité.

Conclusion

La recomposition des blocs géopolitiques constitue une transformation réelle du système international, mais le terme de « blocs » ne doit pas conduire à projeter automatiquement sur la période actuelle les structures de la guerre froide. La polarisation militaire s'est renforcée, les dépendances économiques sont davantage considérées à travers le prisme de la sécurité et plusieurs coalitions non occidentales ont gagné en visibilité. Ces évolutions ne produisent pourtant pas deux ensembles fermés organisant de manière cohérente toutes les dimensions des relations internationales.

L'OTAN reste l'exemple le plus abouti d'un bloc de sécurité institutionnalisé. Ses 32 membres disposent d'une garantie de défense collective, d'un système de commandement, de procédures communes et d'une coopération militaire permanente²⁸.

La coopération entre la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord s'est parallèlement renforcée et produit déjà des conséquences concrètes sur les rapports de force. L'OTAN considère ce rapprochement comme une évolution structurante de son environnement²⁹.

²⁸ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *NATO member countries*. NATO. <https://www.nato.int/en/about-us/organization/nato-member-countries>

²⁹ North Atlantic Treaty Organization. (n.d.). *Deterrence and defence*. NATO. <https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/deterrence-and-defence>

Mais ces relations ne possèdent pas le même niveau d'institutionnalisation. Elles restent fortement bilatérales, asymétriques et liées à des intérêts qui ne se superposent que partiellement. Leur importance ne nécessite pas de les présenter comme une alliance monolithique.

Les BRICS correspondent à une troisième logique. Leur élargissement traduit la volonté d'une partie croissante du monde non occidental d'obtenir davantage de poids dans la gouvernance internationale et de diversifier les espaces de coopération. Leur hétérogénéité limite la possibilité d'une politique extérieure commune mais constitue en même temps une condition de leur attractivité : des États peuvent y participer sans accepter un alignement militaire avec la Chine ou la Russie³⁰.

La dimension économique confirme cette absence de bipolarité complète. Les travaux du FMI montrent une fragmentation croissante des flux commerciaux et d'investissement selon les relations géopolitiques, mais également le maintien d'une forte intégration mondiale et le rôle important de pays intermédiaires dans la réorganisation de ces flux³¹.

La trajectoire la plus probable n'est donc ni le maintien de la mondialisation telle qu'elle fonctionnait avant le retour de la rivalité stratégique, ni la reconstitution immédiate de deux économies séparées. Les États vont continuer à sécuriser certaines dépendances, surtout dans la défense, les technologies avancées, l'énergie, les matières premières et les infrastructures critiques, tout en maintenant des échanges importants dans de nombreux autres secteurs.

Le système devient ainsi plus sélectif. L'appartenance à une alliance militaire peut être très contraignante dans le domaine de la défense et beaucoup moins déterminante dans d'autres domaines. La participation à un forum diplomatique peut faciliter une coopération économique sans produire une solidarité stratégique. Un partenariat technologique peut rapprocher durablement deux États sans entraîner automatiquement une convergence de politique étrangère.

Cette diversité doit devenir le point de départ de l'analyse des blocs contemporains. La question décisive n'est pas de savoir à quelle couleur attribuer un État sur une carte, mais de déterminer les engagements et les dépendances qui structurent effectivement ses décisions. Pour l'Europe, cette situation donne un contenu concret à la notion d'autonomie stratégique. L'objectif réaliste n'est ni de se placer à égale distance des États-Unis et de la Chine ni de supprimer toutes les interdépendances. Il est de disposer d'une capacité suffisante pour que les choix européens dans les secteurs essentiels ne puissent pas être déterminés par l'absence de solutions alternatives. Le Conseil européen a encore réaffirmé en juin 2026 la nécessité de renforcer cette autonomie par la compétitivité, l'investissement industriel et la réduction des dépendances stratégiques³².

Pour les États-Unis, l'enjeu est de préserver la valeur de leur réseau d'alliances sans transformer la compétition avec la Chine en une exigence d'alignement intégral qui pourrait aliéner une partie des puissances intermédiaires. La capacité américaine à construire des coalitions reste un avantage structurel, mais cet avantage est d'autant plus efficace que les partenaires conservent la conviction que l'alliance sert également leurs intérêts propres.

³⁰ BRICS. (2025). *BRICS foreign ministers reiterate need for changes in global governance*. BRICS Brazil. <https://brics.br/en/news/collabs/collaborative-communication/brics-foreign-ministers-reiterate-need-for-changes-in-global-governance>

³¹ International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

³² International Monetary Fund. (2024, April 5). *Changing global linkages: A new Cold War?* IMF Working Papers. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/04/05/changing-global-linkages-a-new-cold-war-547357>

Pour la Chine, l'objectif est de limiter les risques d'endiguement, d'accroître le nombre de partenaires qui ont intérêt à maintenir des relations avec Pékin et de réduire sa vulnérabilité face aux restrictions occidentales dans les technologies les plus sensibles. Son poids économique lui donne des moyens considérables pour atteindre ces objectifs, mais son absence d'un réseau d'alliances comparable à celui des États-Unis limite encore la transformation de cette influence économique en solidarité stratégique automatique.

Pour la Russie, la recomposition actuelle permet d'atténuer partiellement les effets de l'isolement occidental, mais au prix d'une dépendance accrue envers un nombre plus réduit de partenaires. Cette situation lui donne une profondeur suffisante pour maintenir certaines politiques mais augmente également l'asymétrie de ses relations, notamment avec la Chine.

Pour les puissances intermédiaires, enfin, la période actuelle offre des possibilités mais impose des choix de plus en plus complexes. La diversification des partenariats peut augmenter la marge de négociation, mais la multiplication des contrôles technologiques, des sanctions et des infrastructures incompatibles risque progressivement de réduire les possibilités d'équilibre. Leur autonomie sera donc moins déterminée par leur refus verbal de rejoindre un camp que par la structure concrète de leurs dépendances.

La recomposition des blocs géopolitiques ne correspond ainsi ni à la disparition de la multipolarité ni à son fonctionnement sans contraintes. Elle représente une phase dans laquelle les logiques de blocs progressent à l'intérieur d'un système qui demeure économiquement et diplomatiquement beaucoup plus diversifié que celui de la guerre froide. Certaines sphères se polarisent rapidement ; d'autres résistent à cette polarisation ; d'autres encore produisent des coalitions variables selon les intérêts.

C'est cette différence qui doit structurer l'analyse stratégique. La formation des blocs n'est pas un état binaire dans lequel un pays serait soit totalement aligné, soit totalement indépendant. Elle est un processus par lequel les dépendances, les engagements militaires, les technologies, les sanctions et les institutions réduisent progressivement ou préservent la gamme des choix disponibles.

Le système international des prochaines années sera donc probablement marqué par des blocs plus visibles sans devenir un monde intégralement divisé en blocs. Cette distinction est essentielle pour comprendre les comportements des puissances intermédiaires, la trajectoire des BRICS, les choix européens et les limites du rapprochement entre les principaux adversaires de l'Occident. Elle permet également d'éviter deux erreurs opposées : sous-estimer le retour des contraintes d'alignement ou considérer prématurément que tous les États ont déjà choisi leur camp.